

Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction

Frédéric Barruel, pôle national Démographie des entreprises et des établissements
et Olivier Filatriau, division Infrastructures et répertoire statistiques, Insee

En 2006, 286 000 nouvelles entreprises ont vu le jour. Cinq ans après, une sur deux est encore en activité et l'emploi a diminué de 22 %. Du fait de la crise économique débutée en 2008, les chances de pérennité sont un peu plus faibles que pour la génération des entreprises nées en 2002.

Les entreprises du commerce et de la construction ont les chances les plus faibles d'être toujours actives cinq ans après (45 % et 47 %) ; le transport et le soutien aux entreprises ont les chances les plus élevées (61 % et 58 %). En termes d'emploi, la construction est particulièrement touchée par la crise, avec une chute des effectifs de 35 % en cinq ans.

Les principaux déterminants de la pérennité d'une entreprise restent les mêmes que pour la génération 2002. Les sociétés sont plus pérennes que les entreprises individuelles et les entreprises créées dans le transport résistent mieux que celles créées dans le commerce ou la construction. Un nouvel entrepreneur a d'autant plus de chances de réussir son projet que son investissement initial est important et qu'il est diplômé, en particulier s'il s'agit d'un diplôme technique.

Parmi les 286 000 entreprises créées en 2006 (*définitions*), 50 % d'entre elles sont encore actives en 2011. Ainsi, en moyenne, environ 10 % d'entreprises ont disparu chaque année. Ce sont les caps de la deuxième et de la troisième année qui sont les plus difficiles : 13 % des entreprises ont disparu entre la première et la deuxième année et 14 % entre la deuxième et la troisième (*graphique 1*).

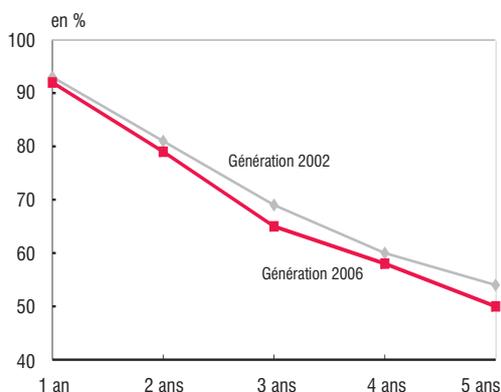
La cessation au bout de cinq ans de la moitié des entreprises a entraîné la disparition d'environ la moitié des emplois. Cette baisse est toutefois atténuée par la hausse de l'emploi des entreprises pérennes, de 56 % en cinq ans. Aussi, en cinq ans, l'emploi total (salariés et non

salariés) des entreprises nées en 2006 a diminué de 22 %.

Par rapport aux entreprises créées en 2002, la génération 2006 a pâti de la crise économique de 2008. Dès le premier semestre 2008, les jeunes entreprises ont pu être affectées par le durcissement des critères d'octroi de crédit pour leurs investissements. Par ailleurs, les entreprises du secteur de la construction ont dû faire face au recul de l'investissement en logement des ménages. Enfin, la généralisation de la crise à l'ensemble de l'économie fin 2008 a accentué les difficultés des nouvelles entreprises.

Les effets en sont plus sensibles sur la pérennité des entreprises que sur l'évolution de l'emploi. En effet, le pourcentage d'entreprises encore actives au bout de cinq ans est un peu plus faible pour la génération 2006 (50 %) que pour la génération 2002 (54 %). Le taux de pérennité (*définitions*) est déjà un peu plus faible au bout de deux ans (79 % contre 81 %), mais il l'est davantage au bout de trois ans (65 % contre 69 %) (*graphique 1*). L'emploi global créé par les entreprises nées en 2006 diminue à peu près autant en cinq ans (-22 %) que celui créé par les entreprises nées en 2002 (-21 %).

① Taux de pérennité des entreprises créées en 2006 et 2002



Lecture : cinq ans après leur création, 50 % des entreprises de la génération 2006 sont encore actives (contre 54 % des entreprises de la génération 2002).

Champ : entreprises des secteurs marchands non agricoles (hors santé et action sociale) créées (hors reprises, hors cessations avant la première enquête et hors filiales) au cours des premiers semestres 2006 et 2002.

Source : Insee, enquêtes Sine 2006 (interrogations 2006, 2009 et 2011) et 2002 (interrogations 2002, 2005 et 2007).

Les entreprises créées dans le commerce et la construction sont les moins pérennes

En 2006, comme en 2002, environ la moitié des entreprises créées relèvent du commerce et de la construction (respectivement 24 % et 23 % des créations d'entreprises). Mais c'est aussi dans ces secteurs que les nouvelles entreprises sont les moins pérennes : seules 45 % des entreprises créées dans le commerce et 47 % de celles créées dans la construction sont encore actives en 2011, contre 50 % tous secteurs confondus (graphique 2). Dans la construction, les chances d'être toujours actives au bout de cinq ans sont par ailleurs nettement plus faibles pour la génération 2006 que pour la génération 2002 (53 %). C'est surtout à partir de la troisième année que l'écart se creuse, c'est-à-dire au moment de la généralisation de la crise (graphique 3).

Le troisième secteur créateur d'entreprises en 2006 est le soutien aux entreprises (définitions) : 17 % des entreprises créées relèvent de ce secteur. En moyenne, ces nouvelles entreprises sont beaucoup plus pérennes : 58 % sont encore actives au bout de cinq ans. C'est toutefois dans les transports et l'entreposage que le taux de pérennité est le plus élevé (61 %), mais ce secteur ne représente que 3 % des créations d'entreprises de 2006.

Les pertes d'emploi des entreprises créées culminent dans la construction

Tous secteurs confondus, l'emploi des entreprises créées en 2006 diminue de 22 % en cinq ans. La baisse la plus forte a lieu dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (-38 %), suivi de celui de la construction (-35 %). En volume, toutefois, les pertes d'emploi sont trois fois plus importantes dans la construction que dans l'hébergement et la restauration. Pour la génération 2002, la perte d'emploi dans la construction n'avait été que de 28 % en cinq ans. La forte baisse de l'emploi dans la construction est liée à la plus faible pérennité des entreprises de ce secteur (47 %), très inférieure à celle de la génération 2002 (53 %). Les entreprises pérennes de la construction ont par ailleurs créé moins d'emplois en cinq ans (+45 %) que celles de la génération 2002 (+53 %).

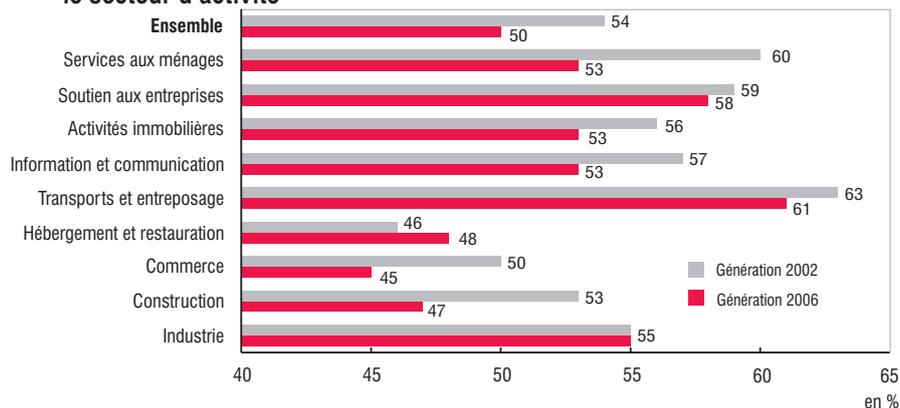
Par rapport à la génération 2002, l'évolution de l'emploi la plus dégradée est celle du soutien aux entreprises : l'emploi des entreprises créées en 2006 a diminué de 15 % en cinq ans alors que celui des entreprises créées en 2002 avait baissé de 3 %. Les chances de pérennité à cinq ans des deux générations d'entreprises sont très proches, mais l'évolution de l'emploi des entreprises pérennes est beaucoup plus faible pour la génération 2006 (+51 %) que pour la génération 2002 (+72 %). Dans le commerce, au contraire, l'emploi global a baissé dans les mêmes proportions pour les générations 2006 et 2002 (respectivement -29 % et -28 % en cinq ans) : les chances d'être encore actives au bout de cinq ans sont plus faibles pour la génération 2006, mais l'emploi des entreprises pérennes a été plus dynamique. Selon les secteurs, les baisses d'emploi ont été plus ou moins fortes avant ou après

2009. Notamment, la construction a pâti particulièrement du début de la crise, mais les entreprises survivantes ont ensuite été plus créatrices d'emplois. La dernière année, notamment, elles ont bénéficié d'une demande globale plus favorable. Les nombres de permis de construire et de mises en chantier ont en effet fortement augmenté au début de l'année 2011, retrouvant leur niveau d'avant la crise.

Les sociétés sont plus pérennes que les entreprises individuelles

Au-delà du secteur d'activité, le type d'entreprise créée, les caractéristiques du projet initial ou le profil du créateur peuvent influencer sur la pérennité des entreprises. Quatre facteurs apparaissent particulièrement déterminants pour les chances de

② Taux de pérennité à cinq ans des entreprises créées en 2006 et 2002 selon le secteur d'activité

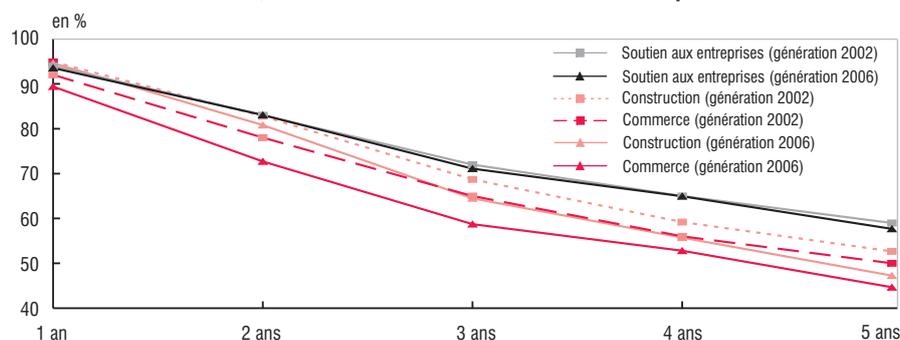


Lecture : cinq ans après leur création, seules 45 % des entreprises commerciales de la génération 2006 sont encore actives (contre 50 % des entreprises commerciales de la génération 2002).

Champ : entreprises des secteurs marchands non agricoles (hors santé et action sociale) créées (hors reprises, hors cessations avant la première enquête et hors filiales) au cours des premiers semestres 2006 et 2002. Les nouvelles entreprises du secteur des activités financières et d'assurance étant peu nombreuses, ce secteur n'apparaît pas dans le graphique ; il est cependant inclus dans l'ensemble des secteurs.

Source : Insee, enquêtes Sine 2006 (interrogation 2011) et 2002 (interrogation 2007).

③ Taux de pérennité des entreprises créées en 2006 et 2002 dans les secteurs de la construction, du commerce et du soutien aux entreprises



Lecture : cinq ans après leur création, 47 % des entreprises créées en 2006 dans le secteur de la construction sont encore actives (contre 53 % des entreprises créées en 2002 dans le même secteur).

Champ : entreprises des secteurs marchands non agricoles (hors santé et action sociale) créées (hors reprises, hors cessations avant la première enquête et hors filiales) au cours des premiers semestres 2006 et 2002.

Source : Insee, enquêtes Sine 2006 (interrogations 2006, 2009 et 2011) et 2002 (interrogations 2002, 2005 et 2007).

pérennité d'une entreprise à cinq ans : sa catégorie juridique, son secteur d'activité, le capital initial investi et le diplôme du créateur.

Ainsi, les entreprises individuelles, qui représentent 52 % des entreprises créées en 2006, ont nettement moins de chances d'être actives au-delà de cinq ans que les sociétés. Globalement, 44 % sont encore actives au bout de cinq ans contre 57 % des sociétés. Toutes choses égales par ailleurs (même secteur, même profil de créateur, etc. - *définitions*), une société a 1,5 fois plus de chances d'être encore active au bout de cinq ans qu'une entreprise individuelle (*tableau*).

À autres caractéristiques identiques, également, les entreprises créées dans le transport et le soutien aux entreprises ont plus de chances d'être pérennes que

celles créées dans le commerce ou la construction. Ainsi, une entreprise de transport a deux fois plus de chances d'être encore active au bout de cinq ans qu'une entreprise de commerce. Au bout de trois ans, les chances sont similaires pour le transport et le soutien aux entreprises, mais au bout de cinq ans, l'écart entre le transport et les autres secteurs est encore plus net.

Un investissement initial et un niveau de diplôme élevés favorisent la réussite du projet

Les chances de pérennité des entreprises dépendent aussi du capital investi à la création (coût des locaux, formalités administratives, achats de matériels, brevets, constitution de stocks,

trésorerie initiale). Plus des deux tiers des entreprises sont créées avec moins de 16 000 euros, dont plus d'un tiers avec moins de 4 000 euros. Parmi ces dernières, seules 44 % sont toujours en activité après cinq ans, contre plus de 60 % des entreprises créées avec au moins 40 000 euros, et 66 % de celles créées avec 160 000 euros ou plus. Les dépenses au démarrage de l'entreprise peuvent être dues aux nécessités du projet, à la volonté du créateur ou à ses moyens financiers. Quelles qu'en soient les raisons, les chances de pérennité d'une entreprise sont d'autant plus élevées que ces dépenses sont importantes, toutes choses égales par ailleurs. Enfin, plus le créateur est diplômé, meilleures sont les chances de pérennité de son entreprise, et ce d'autant plus qu'il est diplômé d'une filière technique. Ainsi, les

Principaux déterminants de la pérennité à trois et cinq ans d'une entreprise (profils du créateur et de l'entreprise)

Variable	3 ans	5 ans	5 ans*	Variable	3 ans	5 ans	5 ans*
Catégorie juridique de l'entreprise				Âge du créateur			
Société	1,7	1,5	1,5	50 ans ou plus	1,6	1,5	1,5
Entreprise individuelle	Réf.	Réf.	Réf.	De 30 à moins de 50 ans	1,5	1,5	1,5
Diplôme du créateur				Moins de 30 ans	Réf.	Réf.	Réf.
Diplôme supérieur au baccalauréat, dont :	1,2	1,6	1,6	Implantation en Île-de-France			
ingénieur			1,7	Non	1,4	1,2	1,3
diplôme universitaire du troisième cycle			2,0	Oui	Réf.	Réf.	Réf.
diplôme universitaire du deuxième cycle			1,7	Situation professionnelle juste avant la création			
diplôme universitaire du premier cycle			1,2	Indépendant ou à son compte	1,3	1,3	1,3
diplôme technique du premier cycle			1,4	Étudiant ou scolaire	1,3	1,7	1,6
Baccalauréat général	n.s.	1,1	1,1	Salarié, apprenti ou stagiaire rémunéré	1,2	1,2	1,2
Baccalauréat technologique ou professionnel	1,2	1,4	1,4	Chef d'entreprise salarié, PDG	1,1	n.s.	n.s.
CAP, BEP	n.s.	1,1	1,1	Congé pour création d'entreprise, sans activité pour convenance personnelle	n.s.	n.s.	n.s.
CEP, BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges	0,9	n.s.	n.s.	Au chômage	Réf.	Réf.	Réf.
Pas de diplôme	Réf.	Réf.	Réf.	Sans activité professionnelle	n.s.	n.s.	n.s.
Secteur d'activité				Présence de salariés dans l'entreprise			
Transports et entreposage	1,8	2,0	2,0	Non	Réf.	Réf.	Réf.
Soutien aux entreprises	1,8	1,5	1,5	Oui	1,1	0,9	0,9
Services aux ménages	1,6	1,6	1,5	Première création d'entreprise			
Information et communication	1,6	1,3	1,2	Non	Réf.	Réf.	Réf.
Industrie	1,4	1,4	1,4	Oui	0,8	0,8	0,8
Construction	1,4	1,2	1,2	Nombre de clients			
Hébergement et restauration	1,2	1,2	1,2	Plus de dix	1,3	1,6	1,6
Activités financières et d'assurance	1,2	1,4	1,4	De trois à dix	1,2	1,4	1,4
Activités immobilières	n.s.	1,3	1,3	Un ou deux	Réf.	Réf.	Réf.
Commerce	Réf.	Réf.	Réf.	Sexe du créateur			
Capital investi à la création (en euros)				Homme	Réf.	Réf.	Réf.
80 000 ou plus	2,1	1,9	1,9	Femme	0,9	0,9	0,9
De 40 000 à moins de 80 000	1,6	1,7	1,7	Lien entre l'activité de l'entreprise et le principal métier du créateur			
De 16 000 à moins de 40 000	1,4	1,4	1,4	Identique, plus de dix ans d'expérience	1,2	1,4	1,4
De 8 000 à moins de 16 000	1,2	1,2	1,2	Identique, de trois à dix ans d'expérience	1,1	1,1	1,1
De 2 000 à moins de 8 000	n.s.	1,1	1,1	Identique, moins de trois ans d'expérience	n.s.	n.s.	n.s.
Moins de 2 000	Réf.	Réf.	Réf.	Différente	Réf.	Réf.	Réf.
				Non concerné (pas d'expérience)	1,2	1,6	1,6

* Coefficients avec le détail des diplômes d'un niveau supérieur au baccalauréat.

n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 5 %.

Note : l'analyse des chances de pérennité à trois ans (ou à cinq ans) d'une entreprise est réalisée à l'aide d'un modèle de régression logistique. Les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée « Réf. ». Plus le coefficient est supérieur à 1 (respectivement inférieur à 1), plus la probabilité d'atteindre le troisième anniversaire (ou le cinquième anniversaire) est forte (respectivement faible) par rapport à la situation de référence.

Lecture : les sociétés se maintiennent plus longtemps que les entreprises individuelles ; toutes choses égales par ailleurs, les sociétés ont 1,7 fois plus de chances d'être actives en 2009 que les entreprises individuelles. À l'inverse, la probabilité qu'une entreprise individuelle soit encore active en 2009 est 0,6 (= 1/1,7) fois celle des sociétés.

Champ : entreprises des secteurs marchands non agricoles (hors santé et action sociale), créées (hors reprises, hors cessations avant la première enquête et hors filiales) au cours du premier semestre 2006.

Source : Insee, enquête Sine 2006 (interrogations 2006, 2009 et 2011).

chances seront les mêmes si le créateur est titulaire d'un CAP ou d'un BEP ou s'il détient un baccalauréat général ou même un diplôme universitaire du premier cycle (graphique 4). Toutes choses égales par ailleurs, une entreprise créée par une personne diplômée d'un troisième cycle universitaire a 2 fois plus de chances d'être pérenne que celle d'un non-diplômé, celle d'un bachelier technologique ou professionnel 1,3 fois plus que celle d'un bachelier généraliste (tableau).

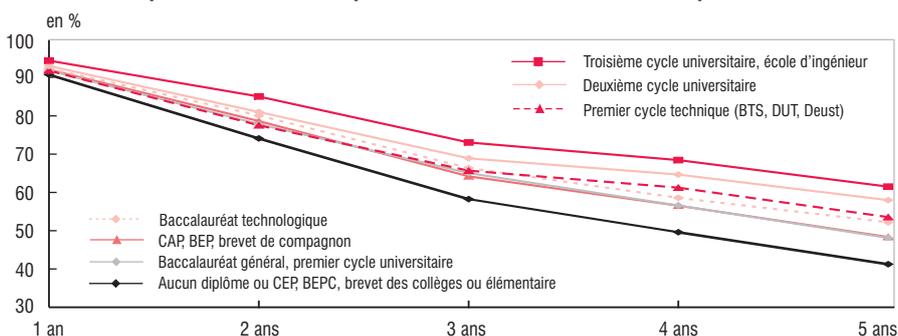
Sources

Le **système d'information sur les nouvelles entreprises (Sine)** est un dispositif permanent d'observation d'une génération de nouvelles entreprises tous les quatre ans. Les entreprises créées au cours du premier semestre 2006 ont été enquêtées à trois reprises en 2006, 2009 et 2011. Le champ de l'enquête Sine couvre l'ensemble des activités économiques marchandes, à l'exclusion des activités agricoles. Le calcul des taux de pérennité n'est pas réalisé pour le secteur de la santé et de l'action sociale ; de plus, il ne prend pas en compte les filiales. La nomenclature utilisée pour les enquêtes relatives à la génération 2006 est la NAF rév. 2 alors que celle utilisée pour les enquêtes relatives à la génération 2002 est la NAF rév. 1. Pour assurer la comparabilité sectorielle entre ces deux générations d'entreprises, la variable « Activité économique » de 2002 a été corrigée pour s'approcher au mieux de celle de 2006.

Définitions

Création d'entreprise : elle correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Ce concept harmonisé au niveau européen inclut aussi la réactivation d'entreprise après une interruption de plus d'un an et la reprise d'entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

④ Taux de pérennité des entreprises créées en 2006 selon le diplôme du créateur



Lecture : en 2011, 62 % des entreprises de la génération 2006 dont les créateurs ont un diplôme du troisième cycle universitaire ou d'une école d'ingénieur sont encore actives.

Champ : entreprises des secteurs marchands non agricoles (hors santé et action sociale) créées (hors reprises, hors cessations avant la première enquête et hors filiales) au cours du premier semestre 2006.

Source : Insee, enquête Sine 2006 (interrogations 2006, 2009 et 2011).

La notion de création d'entreprise dans les enquêtes Sine est un peu plus restrictive. En effet, sont exclues les entreprises ayant vécu moins d'un mois et les « activations économiques » correspondant à des immatriculations dans Sirene (système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements) avant le 1^{er} janvier de l'année de la génération considérée.

Taux de pérennité à n année(s) : rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours du premier semestre de l'année considérée (2006 ou 2002), ayant atteint leur n ème anniversaire, à l'ensemble des entreprises créées au cours du premier semestre de l'année considérée.

Soutien aux entreprises : ce secteur correspond notamment aux activités des sièges sociaux, au conseil de gestion, aux activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle, aux analyses techniques, aux activités juridiques et comptables.

Mesure de l'effet spécifique de chaque facteur de pérennité : les nombreux facteurs influant sur la durée de vie des entreprises ne sont pas indépendants les uns des autres. La régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique de chaque facteur sur la pérennité des entreprises, les autres facteurs étant inchangés (« toutes choses égales par ailleurs »). Par exemple, les chances d'être toujours actives au bout de cinq ans des entreprises créées en 2006 par les femmes et par les hommes sont très proches (respectivement

49 % et 51 % en 2006). Mais ce constat masque des effets de structure. Les femmes sont plus diplômées que les hommes ; or, le niveau de diplôme du créateur joue positivement sur la pérennité de son entreprise. Toutes choses égales par ailleurs, la probabilité qu'une entreprise créée en 2006 par une femme soit encore active en 2011 est 0,9 fois celle d'une entreprise créée par un homme : cet écart est supérieur à celui constaté sans correction d'effets de structure.

Bibliographie

- Barruel F., Djeflal F., Lefèvre G., Schmitt A., « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2011 : la génération 2006 cinq ans après », *Insee Résultats*, série Économie n° 65, avril 2013.
- Déprez S., Wach N., « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après », *Insee Résultats*, série Économie n° 51, février 2011.
- Déprez S., « Nouvelles entreprises, cinq ans après : plus d'une sur deux est toujours active en 2007 », *Insee Première* n° 1274, janvier 2010.
- Déprez S., Wach N., « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2007 : la génération 2002 cinq ans après », *Insee Résultats*, série Économie n° 39, janvier 2009.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2013

Abonnement annuel : 84 € (France) 106 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :
L. Bellin, J.-B. Champion,
A. Houlou-Garcia, C. Pfister

Maquette : P. Nguyen

Impression : Jouve

Code Sage IP131441

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2013

